Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches
sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk
tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal
for academic research on Brussels

Collection générale | 2016

Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles- Capitale

*De ruimtelijke verspreiding van CCTV in de publieke ruimte van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest*

The spatial distribution of open-street CCTV in the Brussels-Capital Region

Pauline De Keersmaecker et Corentin Debailleul

Traducteur : Laurie Guérif

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1422>

DOI : 10.4000/brussels.1422

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Pauline De Keersmaecker et Corentin Debailleul, « Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles-Capitale », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 104, mis en ligne le 10 octobre 2016, consulté le 19 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1422> ; DOI : 10.4000/brussels.1422

Licence CC BY

Numéro 104, 10 octobre 2016. ISSN 2031-0293

Pauline De Keersmaecker et Corentin Debailleul

Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles-Capitale

Traduction : Laurie Guérif

Depuis son introduction au début des années 1990 à Bruxelles, la vidéosurveillance dans l'espace public a pris de l'ampleur et ses objectifs se sont élargis. Le réseau de caméras de la capitale belge s'est étendu par vagues successives, gagnant du terrain sur le plan à la fois physique et idéologique. Le présent article vise à étudier le déploiement et la répartition géographiques des caméras dans les lieux publics à Bruxelles, ainsi que les politiques et les logiques sous-jacentes. Nous avons dressé une carte exhaustive montrant la répartition spatiale des caméras de voie publique installées dans toute la région. Une série d'entretiens semi-directifs avec des représentants des autorités publiques et de la police locale est venue compléter cette analyse spatiale. Il en est ressorti que le réseau bruxellois de caméras de surveillance s'inscrit dans un contexte de concurrence mondiale entre les villes et de gouvernance néolibérale à l'égard de l'insécurité, ce qui nous a par ailleurs amenés à nous interroger sur le recours effectif à la vidéosurveillance à la lumière de son économie politique locale.

*Après l'obtention d'un diplôme de bachelier en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, **Pauline De Keersmaecker** a intégré le programme de l'Euromaster UNICA en études urbaines (4Cities). Elle est, avec Corentin Debailleul, co-auteure d'un mémoire intitulé Towards the Panoptic City: the proliferation of video surveillance in Brussels and Copenhagen, réalisée sous la direction de Mathieu Van Crielingen (ULB). Actuellement, elle réside à Copenhague et travaille dans le domaine du management culturel.*

***Corentin Debailleul** est assistant et prépare un doctorat en géographie à l'Université libre de Bruxelles. Ses recherches actuelles se concentrent sur la manière dont les politiques en faveur d'une ville intelligente influencent la production de l'espace.*

Pauline De Keersmaecker, paulinedekeers@gmail.com
Corentin Debailleul, corentin.debailleul@ulb.ac.be

Benjamin Wayens (Secrétaire de rédaction), +32(0)2 211 78 22, bwayens@brusselsstudies.be

Introduction

1. La vidéosurveillance (en anglais *closed-circuit television*, CCTV) est définie comme « un système de télévision dans lequel les signaux ne sont pas diffusés publiquement, mais sont traités principalement à des fins de surveillance et de sécurité » [Pedersen, 2011]. Elle représente aujourd'hui un vaste marché financier à l'échelle mondiale (près de 15 milliards de dollars en 2013, avec un taux de croissance annuelle escompté de 18 % [Sudip, 2015]) et s'est insérée dans le paysage urbain de bon nombre de villes européennes.

2. Les caméras disposées dans l'espace public sont un dispositif utilisé par les autorités ou par la police pour surveiller cet espace. Au cours des deux dernières décennies, leur introduction a été largement examinée selon différents points de vue, notamment dans le cadre d'études sociologiques, philosophiques et de surveillance. En revanche, les études géographiques sont peu nombreuses, ont souvent une portée limitée ou ont été menées à une époque où la vidéosurveillance ne concernait que les centres-villes [ex : Galdon Clavell, 2013]. Or, nous estimons qu'une approche spatiale peut réellement permettre de mieux comprendre cette technologie. La géographie de la vidéosurveillance montre que celle-ci n'est pas uniformément répartie sur le territoire et sert plutôt à protéger des intérêts particuliers et à surveiller des groupes sociaux bien précis.

3. Afin de déterminer les caractéristiques de la vidéosurveillance à Bruxelles, nous avons en premier lieu adopté une approche empirique. Nous avons cartographié la répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). Puis, nous nous sommes intéressés aux déclarations de la police et des responsables communaux parues dans les journaux locaux et avons réalisé des entretiens semi-directifs. Nous avons rencontré 16 interlocuteurs, parmi lesquels des policiers et agents de sécurité chargés d'exploiter les caméras, ainsi que des chefs de police et des représentants des autorités locales et régionales. L'objectif était de mettre en lumière le processus et les causes régissant le positionnement des caméras¹. Enfin, nous avons contrôlé sur le terrain l'exacti-

Figure 1. Caméra de surveillance sur une façade de la rue de la Sécurité à Koekelberg. Les caméras des lieux publics sont généralement des caméras-dômes à 360°, placées à environ six mètres de haut sur des façades, des réverbères ou des poteaux. Photo : Corentin Debailleul.

¹ Voir Debailleul et De Keersmaecker [2014 : annexes] pour un compte-rendu détaillé des entretiens et de la méthodologie.

tude de nos données (chaque emplacement de caméra a été vérifié sur place). Les données de cette étude réalisée en 2014 ont été mises à jour en janvier 2016.

4. Dans le présent document, il s'agit tout d'abord de dresser l'historique de l'utilisation de caméras de surveillance publique à Bruxelles. Puis les résultats empiriques de notre étude sont présentés, avant d'être analysés à la lumière du contexte social, juridique, fiscal et politique de la région. La dernière section reprend les grandes lignes de nos conclusions et de notre analyse.

1. Vidéosurveillance dans les lieux publics à Bruxelles

1.1. Historique

5. En 1968, la STIB, société bruxelloise de transport public, place son premier dispositif afin de surveiller les quais et les guichets du métro. Dans les années 1990, les caméras ne se répandent que d'une manière sporadique dans l'espace public. En 2000, le championnat d'Europe de football de l'UEFA est l'occasion de voir apparaître des caméras aux abords du stade du Heysel. Simultanément, la petite ceinture autour du centre historique (Pentagone) est également équipée à des fins de régulation du trafic. Cette technologie envahit vraiment la ville en 2003, lorsque le gouvernement régional propose aux communes un budget d'un million et demi d'euros pour les aider à mettre en place un dispositif de vidéosurveillance sur leurs territoires respectifs. Cette proposition trouve un écho favorable auprès de toutes les communes (à l'exception d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort), qui soumettent une demande de subvention [Lamquin et Voogt, 2003].

Figure 2. Caméras de surveillance des communes et des zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale (en 2015).

Zone de police	Polbru	Montgomery	Nord	Midi	Marlow	Ovest	Total RBC
2006	19	4	21	50	6	92	192
2015	347	48	129	80	41	151	796
Nombre prévu	352	65	165	138	43	221	984

Tableau 1. Nombre de caméras par zone de police.

6. Les premiers dispositifs sont donc installés à l'initiative des communes, mais le contrôle des caméras est progressivement confié aux zones de police. À la fin des années 2000, les réseaux de vidéosurveillance sont unifiés et de nouvelles salles de contrôle sont mises en place au sein des principaux commissariats (sauf à Koekelberg, qui conserve son système communal). Les derniers plans de développement en date sont plus coordonnés, à l'instar du plan en quatre phases prévoyant la pose de 230 caméras entre 2005 et 2015 dans la zone de police de Bruxelles Capitale Ixelles (Polbru, pour un budget de plus de 10 millions d'euros), du dispositif de 130 caméras en cours de déploiement dans la zone de police de Bruxelles-Nord (six millions d'euros) et du projet d'installation de 108 caméras dans la zone de police de Bruxelles-Midi, qui a pris du retard en raison d'une affaire de faux, usage de faux et infractions à la loi sur les marchés publics et devrait aboutir en 2016 [Dupont, 2012].

7. Ces plans de grande envergure permettent un saut qualitatif en matière de technologies de vidéosurveillance, dès lors que les nouvelles caméras sont dites *intelligentes*. Cela signifie qu'elles seront associées à des logiciels d'analyse du contenu vidéo (ACV) programmés pour détecter automatiquement les comportements considérés comme suspects, tels que l'immobilité d'un individu pendant plus de 20 secondes sur une aire de stationnement (détection des vols de voitures) ou les attroupements de personnes (prévention des émeutes). L'ACV ciblera également les *incivilités*, telles que les dépôts sauvages et les graffitis. Toutefois, en pratique, les entretiens ont révélé que cette technologie n'en est qu'à ses balbutiements, car les programmes ont tendance à constamment déclencher des alarmes lorsqu'ils sont utilisés dans les lieux publics : il faudrait donc payer du personnel pour assurer une veille permanente, ce que personne ne peut ou ne souhaite faire et qui est justement le problème auquel l'ACV est censée remédier².

8. Outre ces initiatives policières et communales, la STIB achève actuellement la rénovation de ses stations de métro, notamment par l'installation d'un réseau extensif de vidéosurveillance entièrement financé

par la Région de Bruxelles-Capitale. La société de transport entend ainsi garder électroniquement un œil sur 95 % de la surface qu'elle gère. Elle est déjà le plus important propriétaire de caméras de surveillance de la région, avec 1800 unités réparties dans ses infrastructures (ainsi que 4000 unités à bord des véhicules), et ce nombre devrait être multiplié par deux lorsque la totale automatisation du métro sera effective [La Capitale, 2014].

1.2. Vers une centralisation ?

9. Le traitement de la vidéosurveillance publique à Bruxelles est actuellement très parcellaire, ce qui déplaît aux autorités régionales qui préféreraient un réseau centralisé³. En conséquence, ces dernières années, des mesures ont été prises en faveur d'une intégration des dispositifs existants dont dispose la capitale.

10. En 2013, le Centre d'informatique pour la région bruxelloise (CIRB) a été désigné pour étudier la mise en œuvre d'une « solution globale intégrée en matière de vidéosurveillance pour doter Bruxelles d'un réseau régional ». Les réseaux des différentes zones de police devraient ainsi être connectés avec ceux du port de Bruxelles, des services des pompiers, des sociétés de transport public (STIB et SNCB) et du ministère bruxellois de la mobilité, également appelé MOBIRIS [Carlot, 2013].

11. Ce réseau intégré s'inspirera de celui de Paris, qui compte plus d'un millier de caméras [Doucet, 2013]. En mars 2014, le gouvernement régional a voté pour l'adoption du projet et, à terme, la plateforme intégrera plus de 3000 caméras de surveillance [Belga, 2014 ; Le Soir, 2014a]. Une certaine collaboration a déjà été engagée. Par exemple, les caméras permettant la reconnaissance automatique des plaques minéralogiques, installées par MOBIRIS dans les tunnels Léopold II et Rogier afin de veiller à ce que les conducteurs ne soient pas exposés à des gaz d'échappement pendant plus de 20 minutes, sont utilisées chaque semaine dans le cadre d'enquêtes de police⁴.

² Entretien avec Christian Pauwels (zone de police Bruxelles-Nord), 2014.

³ Entretien avec Vincent De Wolf (commune d'Etterbeek) et Christian Mahieu (zone de police Montgomery), 2014.

⁴ Entretien avec Brecht Debusschere (MOBIRIS), 2014.

12. Dans le cadre des entretiens, les autorités en charge de la vidéosurveillance (aussi bien dans les zones de police locales qu'à la STIB) ont manifesté un enthousiasme limité à l'égard de ce plan à motivation politique. Craignant de perdre le contrôle sur « leurs » caméras, elles ont affirmé leur volonté de « rester aux commandes ».

2. Résultats

2.1. Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de Bruxelles

13. La loi exige que toute mise en place d'un système de vidéosurveillance soit notifiée à la Commission de la protection de la vie privée [Moniteur belge, 2007]. Cette dernière crée en conséquence une nouvelle entrée dans son registre public en ligne. Comme nous savions que ce registre était loin d'être exhaustif, nous avons choisi de nous concentrer sur les caméras publiques, partant du principe que les autorités publiques se seraient acquittées de leurs obligations et que les données correspondantes nous seraient donc aisément accessibles. Or, il s'est avéré que nous avons tort, puisque nous avons finalement recensé deux fois plus de caméras qu'il n'en figurait au registre.

14. En définitive, il nous a fallu exploiter 22 sources différentes. Les données ont été obtenues principalement au moyen de prises de contact directes avec les services de police ou de leurs rapports annuels (334 caméras), ainsi que par l'intermédiaire du registre de la commission « Vie privée » (321), d'articles de périodiques (139), des sites internet communaux ou d'échanges avec des fonctionnaires (69), d'études antérieures (69) et enfin, grâce à notre propre travail sur le terrain (59) [Dessouroux *et al.*, 2009 ; La DH, 2002 ; Jette, 2014 ; Nimy, 2014 ; commission « Vie privée », s.d. ; Romainville, 2005 ; Deraemaeker et Masset, 2013 ; Vlan, 2009 et communications personnelles].

15. Au total, nous avons cartographié 1365 caméras de surveillance dans l'espace public de la Région de Bruxelles-Capitale. MOBIRIS gère 378 unités (dont 348 présentes dans les tunnels, indiquées par des losanges roses et 30 ailleurs, symbolisées par des pentagones verts). Les agents de police locaux (ou agents de prévention communaux

dans le cas de Koekelberg) en gèrent 984. Toutes les caméras ont été contrôlées sur le terrain ou au moyen de Google Street View. Les unités effectivement présentes étaient au nombre de 796 (points orange sur la carte), tandis que 69 sont restées introuvables pour des raisons inconnues (points noirs).

16. Les triangles bleus représentent les caméras dont l'installation est prévue pour bientôt. Sur la carte figurent aussi quelques unités constamment hors service à Anderlecht (étoiles orange). Il y en avait bien davantage, mais la plupart seront bientôt remplacées et sont donc matérialisées par des triangles bleus.

17. Les communes de Saint-Gilles et d'Evere avaient envisagé de placer des caméras pour lutter contre les dépôts sauvages (points blancs). Cependant, ces projets ont été abandonnés. Les 61 unités appartenant au port de Bruxelles et situées le long du Canal n'ont pas été représentées, faute de données précises. Les stations de métro ont été ajoutées à la carte, puisque la STIB y a posé 1800 caméras, dont nous ne connaissons cependant pas non plus la répartition exacte.

18. D'après la carte, les quartiers les plus équipés en caméras de surveillance sont le centre-ville et les quartiers populaires à forte densité de population immigrée (ex : Matongé et le centre historique de Molenbeek). Les caméras sont également nombreuses dans le quartier des institutions européennes, dans l'ancien quartier ouvrier du centre et dans le nord de la ville (Schaerbeek). Leur densité tend ensuite à décroître vers la périphérie, hormis localement au niveau de certains pôles commerciaux et maisons communales. En fait, une grande partie de Bruxelles ne fait pas l'objet d'une vidéosurveillance publique, notamment l'ensemble du territoire couvert par les communes d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort. Avec Woluwé et Uccle (où la densité de caméras est assez faible), elles font partie du quart sud-est de la ville qui se distingue par sa richesse relative.

Figure 3. Caméras de surveillance dans la Région de Bruxelles-Capitale.

2.2. À une échelle plus précise, qu'y a-t-il dans le champ des caméras de surveillance ?

19. Nous avons examiné les éléments à proximité de 867 caméras (soit 88 % de toutes celles recensées à la charge de la police) en effectuant une rapide étude sur le terrain et en analysant Google Maps, OpenStreetMap et Google Street View. Il s'agit donc d'un aperçu très sommaire et nullement d'une étude ethnographique approfondie des endroits sous surveillance. Le graphique ci-après reprend les éléments présents dans l'espace environnant les caméras étudiées dans plus de 4 % des cas.

Figure 4. Éléments susceptibles de se trouver à proximité des caméras de surveillance dans la Région de Bruxelles-Capitale.

20. Nombreuses sont les caméras placées dans certains centres secondaires de la ville, notamment des places communales, des parvis d'églises, des pôles commerciaux locaux et d'importants carrefours. Les principaux axes de circulation, stations de métro et de tram et arrêts de bus permettent de se rendre dans un endroit ou une commune précis(e), ainsi que d'en repartir. Tout comme dans les gares, la mobilité y est élevée et la surveillance, de mise. Réciproquement, les lieux tels que les places, les bars, les parcs et les parkings, où la mobilité est très faible, sont aussi fréquemment surveillés. Enfin, certains lieux nécessitent une protection du fait de l'intérêt qui leur est propre. C'est le cas des monuments et des sites touristiques (Atomium, Manneken Pis, Grand-Place), des sites d'intérêt national (ministères, Palais royal, symboles nationaux) et des sites d'intérêt communal (maisons communales, bibliothèques, écoles, logements sociaux). Dans ce dernier cas, il semble que les conseils communaux se comportent comme des propriétaires privés protégeant leurs biens.

3. Comment expliquer le développement de la vidéosurveillance à Bruxelles ?

3.1. L'Émergence de la prévention situationnelle

« La vidéosurveillance modernise simplement les principes du defensible space de Newman. »

[Leclercq, 2009, p. 144-145]

21. Nous considérons la vidéosurveillance comme faisant partie de la prévention situationnelle, concept qui permet d'appréhender et d'éclairer la présence de cette technologie. L'idée est de replacer la vidéosurveillance dans un contexte socioéconomique plus large et de déterminer, d'un point de vue théorique, les liens qu'elle présente avec d'autres moyens de surveillance et de contrôle social, ainsi qu'avec l'environnement urbain dans lequel elle s'inscrit. Nous devrions ainsi mieux comprendre le contexte qui l'entoure, sa finalité et les répercussions qu'elle entraîne.

22. La prévention situationnelle vise à mettre en œuvre des politiques d'aménagement permettant de rendre la ville plus sûre, à la fois en décourageant les comportements criminels et en renforçant l'appropriation et la responsabilisation des habitants vis-à-vis de leur milieu de vie. Le concept a été forgé par l'architecte et urbaniste Oscar Newman, dans son ouvrage *Defensible Space. People and Design in the Violent City* [1972]. Cette théorie repose sur l'affirmation contestable selon laquelle il est possible de remédier aux problèmes sociaux par des mesures techniques urbanistiques et architecturales.

23. Dans la pratique, l'approche préventive situationnelle a été peu concrétisée à Bruxelles par rapport aux villes américaines où la théorie a émergé. Ceci étant, les principes en sont visibles dans l'environnement bâti, l'exemple le plus connu étant celui des bancs conçus pour empêcher les personnes sans domicile fixe de s'y abriter pour la nuit. Les principes de la prévention situationnelle ont également été appliqués lors de la rénovation de plusieurs places publiques bruxelloises, comme le Carrefour de l'Europe devant la Gare centrale ou la place Flagey à Ixelles. En règle générale, ces nouveaux espaces ont été conçus de manière à éviter les éventuels recoins cachés et à favoriser la rapidité et l'efficacité des interventions policières. Pour ce faire, le ministère de l'intérieur a accordé des subventions pour le recrutement de spécialistes en « technoprévention »⁵.

24. Dans cette optique, il est possible de problématiser la vidéosurveillance en tant que moyen de surveillance permettant d'atteindre l'un des objectifs de la prévention situationnelle, qui est de réduire la criminalité à travers le façonnement de l'espace public. En effet, la vidéosurveillance contribue de toute évidence à la diminution du nombre de recoins cachés (l'un des modes opératoires de la prévention situationnelle), ce qui, selon nous, témoigne d'un besoin obsessionnel qu'éprouvent les instances au pouvoir de réduire le plus possible les risques et d'assurer un contrôle maximal.

Figure 5. Un nouveau niveau de prévention situationnelle : vidéosurveillance de pointe dans la rue de la Compétition à Anderlecht. Photo : Corentin Debailleul.

⁵ Entretien avec Benjamin Goltzberg (commune de Schaerbeek), 2014.

25. Le renforcement des moyens techniques de surveillance ne doit pas nous faire perdre de vue les méthodes de contrôle classiques, pour lesquelles l'activité humaine conserve un rôle central. Venant s'ajouter aux policiers traditionnels, les agents de sécurité privés, de plus en plus nombreux, se sont récemment vu confier de nouvelles attributions [Belga, 2012], les agents de prévention communaux sont susceptibles de bénéficier de pouvoirs étendus et d'intégrer les rangs des forces de police traditionnelles [Sadani, 2014] et des volontaires civils pourraient être recrutés de façon plus systématique afin d'épauler la police [Le Soir, 2014b]. L'armée a commencé à parcourir les rues après les attentats de novembre 2015 à Paris. Parallèlement, les communes font appel à des experts pour traiter la question du *processus de radicalisation* et des enseignants sont invités à en examiner et à en signaler les signes avant-coureurs [Simonet, 2013]. La zone grise où la distinction s'estompe entre action sociale et répression est donc en train de s'élargir, comme une manifestation de la « logique intégrée » de l'État social-sécuritaire [Rea, 2007].

3.2. Les multiples dimensions du recours à la vidéosurveillance dans l'espace public

26. Les événements dramatiques servent systématiquement d'argument pour plaider en faveur de la mise en place ou du développement de réseaux de caméras de surveillance [voir par exemple Coleman et Sim, 2000, Hier, Walby et Greenberg, 2006 ou Carr, 2016]. À Bruxelles, le cas du meurtre de Joe Van Holsbeek en avril 2006 à la Gare centrale illustre parfaitement cette utilisation du drame pour justifier la vidéosurveillance dans les lieux publics [TV Brussel, 2008 ; brusselsnieuws, 2009 ; De Wolf et Mahieu, 2014]. L'exploitation de ce type d'événements déplace le débat hors du domaine du rationnel. Si toute personne s'opposant à la vidéosurveillance peut être accusée de complicité avec le meurtrier, il n'y a plus de pensée critique possible. Par ailleurs, il est essentiel d'examiner les raisons du succès de la vidéosurveillance, la légitimation généralement associée à sa mise en place étant globalement infondée. L'argument de la lutte contre la criminalité est en effet injustifié, puisque le constat qui ressort des études est celui d'une incidence limitée sur les nuisances et d'un déplacement spatial des délits, plutôt que d'une baisse de la criminalité [IAU, 2008 ; Mortelé et Deprins, 2012].

27. Pour Norris, McCahill et Wood, qui ont analysé la diffusion, à l'échelle mondiale, de la vidéosurveillance dans l'espace public [2004], les contextes socioéconomique, juridique, fiscal et politique constituent les quatre facteurs décisifs pour déterminer le stade de développement d'un dispositif local de vidéosurveillance. Nous avons décidé d'adopter cette approche multivariée, qui nous paraissait particulièrement adéquate pour pouvoir appréhender le recours à la vidéosurveillance à Bruxelles dans toute sa complexité.

3.2.1. Contexte socioéconomique

28. Bruxelles est à la fois très riche et très pauvre, autrement dit inégale. Bien qu'elle soit la troisième région de l'Union européenne en termes de PIB [Eurostat, 2012], le taux de chômage des jeunes dépasse les 50 % dans certains quartiers [IBSA, 2015]. Selon Norris, McCahill et Wood [2004, p. 121], la vidéosurveillance fait partie d'un « train de mesures visant à redynamiser les centres-villes en imitant les mesures de sécurité des centres commerciaux et pourrait être utilisée pour surveiller et réguler une classe marginalisée de plus en plus visible ». Comme les quartiers les plus défavorisés sont tous à proximité immédiate du centre-ville commercial et touristique, les troubles sociaux sont latents aux portes de la ville.

29. Lors de l'installation des caméras dans la zone de police de Bruxelles Capitale Ixelles, Matongé a été l'un des premiers endroits équipés et l'un des plus surveillés. Ce quartier congolais historique, qui accueille une population relativement pauvre et connaît des problèmes de trafic de drogues, se situe pourtant aussi à proximité des magasins de luxe de l'avenue Louise, de la chaussée d'Ixelles avec ses nombreux commerces, ainsi que des institutions européennes. De même, les quartiers les plus pauvres (Cureghem, Molenbeek, Gare de l'ouest) sont très proches du centre-ville et de ses activités commerciales et touristiques. La crainte que suscite la contiguïté de situations manifestement inégales s'explique par le fait que lorsque les inégalités sont fortes et d'autant plus marquées qu'elles s'avoisinent, il s'avère que les problèmes sociaux et notamment la criminalité s'amplifient [Brennan, 2012 : 7-8]. Selon cette logique, la pauvreté en soi est considérée comme moins problématique que les disparités de richesse, surtout si ces dernières se jouxtent.

Figure 6. Répartition des revenus dans la Région de Bruxelles-Capitale.

30. Une analyse quantitative a permis de confirmer l'importance des facteurs socioéconomiques : des corrélations significatives ont été mises au jour à l'échelle d'un quartier (tel que défini par le Monitoring des Quartiers) entre la densité des caméras de la police dans les lieux publics et

- le pourcentage de population africaine ($r=0,534$, $p=4,3 \times 10^{-10}$),
- le taux de chômage ($r=0,522$, $p=4,3 \times 10^{-10}$).

Inversement, des corrélations négatives sont apparues avec

- le pourcentage de personnes âgées ($r=-0,525$, $p=8,9 \times 10^{-10}$),
- le revenu moyen par habitant ($r=-0,494$, $p=1,2 \times 10^{-8}$).

[Source des données : IBSA, 2015]

3.2.2. Contexte juridique

31. Dans certains pays, le droit ou la constitution ont entravé la prolifération des caméras de surveillance, du moins temporairement. Cela ne s'est pas produit en Belgique, où le cadre juridique assez permissif a simplement évolué avec les innovations technologiques et les pratiques policières.

32. Dans ce pays, la loi « Vie privée », adoptée en 1992, veille à la protection de la vie privée dans le cadre du traitement des données à caractère personnel. La commission « Vie privée », mise en place au même moment, vise à garantir une utilisation juste et sécurisée des données individuelles à caractère personnel. La loi « Caméras » de 2007 régit l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance. Elle établit une distinction entre les lieux ouverts, les lieux fermés accessibles au public et les lieux fermés non accessibles au public. Une caméra ne peut être placée dans un lieu ouvert qu'avec l'accord du conseil communal, qui doit avoir préalablement consulté le chef de la police locale [Moniteur Belge, 2007, article 5]. Il existe des restrictions quant aux fonctions que peut légalement remplir une caméra dans un lieu fermé accessible au public, mais son installation en revanche ne nécessite aucune autorisation particulière [article 6]. S'il est possible d'installer librement une caméra dans un lieu fermé [article 7], toute surveillance par caméra, dans quelque lieu que ce soit, doit être déclarée auprès du chef de la police locale et de la commission « Vie privée » [articles 5, 6 et 7].

33. Il est interdit à tout particulier de filmer *spécifiquement* un lieu dont il n'est pas lui-même responsable, sauf accord exprès du ou des responsable(s) pour le lieu en question [article 5, paragraphe 3]. En théorie, cela devrait revenir à une privation du droit de surveillance de l'espace public, mais l'imprécision du terme « spécifiquement » [Atas et Deroover, 2009, p. 90] ainsi que l'expérience en la matière prouvent le contraire. Cette situation montre qu'une étude complète de la vidéosurveillance dans les lieux publics ne devrait pas se réduire à la seule analyse des caméras publiques, et met ainsi en exergue la principale limite du présent article.

34. La loi « Caméras » visait à simplifier le recours à la vidéosurveillance et, à cet égard, ce fut un succès. Son aspect le plus perturbant a été modifié l'année même de sa création : l'obligation de réaliser une « étude sur la sécurité et l'efficacité » avant la mise en œuvre de tout dispositif de surveillance de l'espace public par caméra a été simplement supprimée [Dumortier, 2009 : 19]. Le devoir de faire preuve de retenue et de respecter les principes de proportionnalité, d'adéquation et d'intervention minimale censés guider la décision d'installer une caméra est, quant à lui, tout bonnement négligé. De même, nonobstant l'obligation de déclarer aux autorités tout système de surveillance, ainsi que le(s) objectif(s) précis qu'il dessert, il suffit de mentionner que le dispositif sera utilisé « pour des raisons de sécurité » ou « à des fins de surveillance » ; or, les justifications de ce genre sont si générales et évasives qu'elles se prêtent en fait à des possibilités d'utilisation quasiment illimitées.

35. Nous pourrions nous attendre à ce que des lois déterminent le cadre d'action de la police. C'est pourtant souvent le contraire : la police agit d'abord, puis la législation est ajustée de manière à légitimer la pratique [Neocleous, 2000]. Par exemple, les récents systèmes de caméras embarquées et de « caméras-piétons » utilisés dans la zone de Bruxelles-Nord ne peuvent tout simplement pas être conformes aux dispositions relatives à la signalétique. Au lieu d'observer la loi en s'abstenant d'utiliser ces équipements (ce que supposerait leur ab-

sence de légalité), la police y a quand-même recours, gageant que la loi sera bientôt adaptée en fonction des usages en vigueur.

3.2.3. Contexte fiscal

36. Comme évoqué ci-avant, en 2003, la Région de Bruxelles-Capitale a débloqué un budget d'un million et demi d'euros pour aider les communes à mettre en place leurs dispositifs de vidéosurveillance publique. Parmi les 19 communes bruxelloises, 17 se sont montrées intéressées et ont bénéficié d'une subvention. Berchem et Jette, par exemple, ont reçu chacune 49 000 euros, tandis qu'Etterbeek, plus proche du centre, a obtenu 148 000 euros [Lamquin et Voogt, 2003 ; Degreef, 2009]. Comme les systèmes de vidéosurveillance coûtent extrêmement cher, il est rare que les communes décident d'en mettre un en place (et en assument la responsabilité budgétaire) d'une manière unilatérale. Elles s'efforcent plutôt d'instaurer des collaborations à l'intérieur de la zone de police dont elles relèvent et de profiter des financements. De même, les caméras placées par la STIB dans les stations de métro sont entièrement financées par la Région⁶.

37. Outre les aides régionales susmentionnées, des subventions sont aussi prévues par l'Union européenne à l'intention des communes bruxelloises qui abritent ses institutions et où se déroulent ses sommets. Les subventions *Eurotops* atteignent 20 millions d'euros par an, à répartir entre les différentes communes et zones de police [AVCB, 2012 : 7], quoiqu'elles ne soient évidemment pas exclusivement destinées à la mise en œuvre de la vidéosurveillance.

38. Au niveau fédéral, le ministère de l'intérieur subventionne les communes belges afin d'améliorer « la sécurité et la prévention ». Pour bénéficier de cette aide, les communes doivent compter au moins 30 000 habitants, établir un « diagnostic en matière de sécurité », et avoir un indice de prospérité inférieur à la moyenne nationale [Moniteur belge, 2013, article 2]. Au total, les communes bruxelloises reçoivent 6,8 millions d'euros (soit 20 % du budget national) en subventions

⁶ Entretien avec Chris Cortoos (STIB), 2014.

qui, jusqu'à hauteur de 10 %, peuvent servir à des « investissements », éventuellement en faveur de dispositifs de vidéosurveillance⁷.

39. Il est à noter que la vidéosurveillance dans les lieux publics étant une technologie coûteuse principalement utilisée pour des activités policières, tous ces financements viennent donc indirectement gonfler les budgets de la police⁸ et donnent lieu à des transferts d'argent de l'État vers des sociétés privées [Carr, 2016].

3.2.4. Contexte politique

40. Aux communes qui envisagent de mettre en place un dispositif de vidéosurveillance, le ministère de l'intérieur recommande en premier lieu de définir l'objectif du futur système [Mortelé et Deprins, 2012, p. 37]. Cela montre bien qu'en général, les raisons qui poussent les politiciens à vouloir installer des caméras font défaut, ou sont du moins insuffisamment précises. Nous partageons l'avis des auteurs selon lesquels les caméras constituent avant tout un outil politique permettant aux décideurs de *faire quelque chose* pour traiter la question de l'insécurité, même si ce n'est que de la poudre aux yeux [Norris, 2009 ; Carr, 2016]. Sous l'influence des discours médiatiques et des demandes pressantes des commerçants locaux, il devient impératif que les décideurs prennent des mesures de lutte contre l'insécurité [Bétin, Martinais et Renard, 2003]. En même temps, les fonctionnaires restent généralement emprisonnés dans la vision à court terme inhérente aux délais ordinaires des processus électoraux. Ils doivent rechercher des solutions simples et clientélistes à inclure dans leur programme et qu'ils appliqueront effectivement en cas d'élection. Il ressort de notre étude que si la volonté politique catalyse la mise en place et le développement de la vidéosurveillance dans les lieux publics, la police éprouve en la matière des sentiments souvent plus partagés (car elle est plus consciente des limites de cette technologie). Ceci étant, il est évident que la police accueille favorablement les projets qu'elle ne doit pas financer.

41. La spécificité de Bruxelles tient à la dispersion du pouvoir lorsqu'il s'agit de mettre en place, de développer ou de financer un système de vidéosurveillance. Les multiples intérêts locaux et luttes de pouvoir en

jeu créent une dynamique géopolitique locale complexe, dans laquelle les communes, les zones de police et d'autres acteurs locaux entrent en concurrence. Cette tendance atteint son comble à Koekelberg, où se trouve la plus grande concentration de caméras de surveillance de Bruxelles, dont bon nombre ont été placées à la « frontière » avec la commune défavorisée et malfamée de Molenbeek. Voici ce que le bourgmestre M. Philippe Pivin [Cité par Moyart, 2012] a déclaré :

« Quant à la thèse que [sic] ce réseau ne ferait que déplacer le problème vers les communes limitrophes, je suis bourgmestre de Koekelberg et responsable de la sécurité sur ce territoire. Que les autres agissent, sinon qu'ils assument les conséquences de leur inaction. »

42. Cependant, comme nous l'avons vu, la tendance actuelle étant à la centralisation, ces différends à l'échelon local devraient perdre de leur importance dans les années à venir, puis finir par disparaître. Ne nous méprenons pas : cela signifie non pas la fin de telles rivalités, mais un changement d'échelle. En effet, nous vivons dans un contexte où la concurrence mondialisée entre les villes est une réalité et où les autorités publiques ont tendance à calquer certaines techniques et politiques appliquées à l'étranger, parfois même sans qu'aucune pression ne soit exercée en ce sens. « Une certaine convergence politique internationale s'est fait jour » [Galdon Clavell, 2013 : 201].

43. Cette dynamique de *transfert politique* est particulièrement manifeste à Bruxelles, où la multiplication des caméras de surveillance et le futur réseau intégré s'inspirent explicitement du modèle parisien. L'un des plus grands partisans du projet, M. Vincent De Wolf, député de droite et bourgmestre d'Etterbeek, a fait partie d'une délégation parlementaire à Paris, aux côtés d'autres fonctionnaires et de chefs de police. Il s'agissait de visiter les installations de la ville en vue de s'en inspirer. Lors de notre entretien avec M. De Wolf, ce dernier a fait très clairement état de cette logique concurrentielle en affirmant que Bruxelles était auparavant plus avancée que Paris sur le plan de la vidéosurveillance, avant que la situation ne s'inverse (et perdure ainsi aujourd'hui). D'où la « nécessité » d'agir.

⁷ Entretien avec Sylvie Murengerantwari (ministère de l'Intérieur), 2014.

⁸ Entretien avec Benjamin Goltzberg (commune de Schaerbeek), 2014.

44. C'est probablement cette même concurrence interurbaine qui explique la prédominance des caméras dans le centre-ville, où le tourisme, le commerce de détail, ainsi que les institutions européennes et autres institutions gouvernementales, ont concouru à imposer la nécessité de faire de Bruxelles une ville « sûre », notamment pour les investissements. De fortes concentrations de caméras se trouvent également dans le quartier de Laeken, au nord-ouest, où s'est déroulé le championnat d'Europe de football 2000 et qui connaît actuellement d'importantes évolutions urbanistiques. Voilà qui nous amène à la zone occidentale aux abords du canal, où prime la logique d'un contrôle des pauvres « racialisés », qui s'accompagne d'un lent processus de gentrification. De semblables processus d'« embellissement sous surveillance » [Dessouroux, Van Crielingen et Decroly, 2009] ont récemment été observés dans le cas d'autres quartiers anciennement défavorisés jouxtant des centres-villes, tels que Nørrebro à Copenhague ou Lavapiés à Madrid [Ruiz Chasco, 2014].⁹

Conclusion

45. Au moyen de cartes autoproduites et d'entretiens semi-directifs, le système bruxellois de vidéosurveillance dans les lieux publics a pu être analysé. Tout d'abord, il est apparu qu'un ensemble d'éléments contextuels a favorisé la création d'un environnement propice au développement de la vidéosurveillance à Bruxelles. Ensuite, il a été constaté que les caméras se concentrent principalement au niveau des pôles de consommation, ainsi que dans les zones les plus défavorisées sur le plan socioéconomique, surtout lorsque celles-ci abritent un pourcentage élevé de population *non occidentale* et se situent à quelques pas du centre-ville.

46. En outre, en cas de coexistence de ces deux premiers types d'endroits, il semble qu'ils fassent l'objet d'une surveillance accrue. Cela tient au fait que, dans un contexte de mondialisation de l'économie capitaliste et d'augmentation de la concurrence entre les villes, la

Figure 7. Poteau de vidéosurveillance renforcé pour éviter le sabotage (rue de la Compétition à Anderlecht). Photo : Corentin Debailleul.

⁹ Cet aperçu du contexte politique ne prend malheureusement pas en compte l'opposition à la vidéosurveillance, qui dépasse le cadre de la présente étude. Nous espérons néanmoins que cette opposition persistera et pourra être examinée à l'avenir.

« sécurisation » de l'environnement urbain s'inscrit généralement dans la stratégie de la ville visant à attirer des capitaux internationaux [Galdon Clavell, 2013].

47. En conclusion, la vidéosurveillance se situe conceptuellement au confluent entre intérêts économiques privés, enjeux politiques locaux et foi dans les solutions technologiques. Pour reprendre les mots de Stephen Graham, les politiques sont modelées par des « rêves technophiles et des désirs fétichistes de maîtrise et de contrôle. [...] Les technologies de pointe sont donc la clé passe-partout, la solution miracle » [Graham, 2010 : 162]. Quoi qu'il en soit, le recours à la vidéosurveillance, actuellement protéiforme et plus ou moins intensif selon les villes, doit être analysé à la lumière de l'économie politique locale qui leur est propre [Galdon Clavell, 2013].

Bibliographie

- ATAS, Caroline et DEROOVER, Marijke, 2009. La pratique de la vidéo-surveillance en Belgique : application et évaluation de la loi du 21 mars 2007. In DEVRESSE Marie-Sophie and PIERET Julien (dir.) *La vidéosurveillance. Entre usages politiques et pratiques policières*. Bruxelles : Politeia, pp. 69-100.
- AVCB, 2012. *Le financement des zones de police bruxelloises*. Bruxelles. Association des villes et communes de la Région de Bruxelles-Capitale.
- BELGA, 2012. Les agents de la STIB pourront demander la carte d'identité. In : *RTBF* [en ligne]. 24 septembre 2012. [Consulté le 2 mars 2016]. Disponible à l'adresse : https://www.rtbf.be/info/regions/detail_les-agentes-de-la-stib-pourront-demander-la-carte-d-identite-du-voyageur?id=7844391
- BELGA, 2014. Bruxelles : gestion centralisée des 3000 caméras de surveillance. In : *RTBF* [en ligne]. 28 mars 2014. [Consulté le 1^{er} septembre 2014]. Disponible à l'adresse : http://www.rtbf.be/info/regions/detail_bxl-une-plate-forme-pour-gerer-les-images-des-3000-cameras-de-surveillance?id=8233734
- BÉTIN, Christophe, MARTINAIS, Emmanuel et RENARD, Marie-Christine, 2003. Sécurité, Vidéosurveillance et construction de la déviance : l'exemple du centre-ville de Lyon. In : *Déviance et Société*, vol. 27, n° 1, pp. 3-24.
- BRENNAN, Jordan, 2012. *A Shrinking Universe: How concentrated corporate power is shaping income inequality in Canada*. Ottawa. Canadian Centre for Policy Alternatives.
- BRUSSELNIEUWS.BE, 2009. 235 extra camera's voor Brussel en Elsene. In : *brusselnieuws.be* [en ligne]. 11 Septembre 2009. [Consulté le 30 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.brusselnieuws.be/nl/nieuws/235-extra-cameras-voor-brussel-en-elsene>
- CARLOT, Philippe, 2013. Bruxelles veut améliorer l'efficacité de sa vidéosurveillance. In : *RTBF.be* [en ligne]. 22 avril 2013 [Consulté le

- 1er septembre 2014]. Disponible à l'adresse :
http://www.rtf.be/info/regions/detail_bruelles-veut-ameliorer-l-efficacite-de-sa-videosurveillance?id=7978241
- CARR, Robert, 2016. Political Economy and the Australian Government's CCTV Programme : An Exploration of State-Sponsored Street Cameras and the Cultivation of Consent and Business in Local Communities. In : *Surveillance & Society*, vol. 14, n°1, pp. 90-112.
- COLEMAN, Roy et SIM, Joe, 2000. You'll Never Walk Alone : CCTV surveillance, order and neo-liberal rule in Liverpool city centre. In : *British Journal of Sociology*, vol. 51, n° 4, pp. 623-639.
- COMMISSION DE LA VIE PRIVEE, n.d. Registre public de la commission de la protection de la vie privée. In : *Commission de la vie privée* [en ligne]. [Consulté le 17 février 2016]. Disponible à l'adresse :
<https://eloket.privacycommission.be/elg/searchPR.htm?eraseResult=true&siteLanguage=fr>
- DEBAILLEUL, Corentin et DE KEERSMAECKER, Pauline, 2014. *Towards the Panoptic City : the proliferation of video surveillance in Brussels and Copenhagen*. Mémoire de fin d'étude en études urbaines. Bruxelles. Université libre de Bruxelles. Disponible à l'adresse :
http://www.4cities.eu/wp-content/uploads/2016/06/MAtthesis_4CITIES_DEBAILLEUL-DE-KEERSMAECKER_Cohort4.pdf
- DEGREEF, Christophe, 2009. Big Brother kijkt voortaan mee in Sint-Agatha-Berchem. In : *Brussel Deze Week* [en ligne]. 28 mars 2009 [Consulté le 27 août 2014]. Disponible à l'adresse :
<http://www.brusselnieuws.be/nl/nieuws/big-brother-kijkt-voortaan-meesint-agatha-berchem>
- DERAEMAER, Michel et MASSET, Laurent, 2013. *Rapport Annuel 2012. Bruxelles. Zone de Police 5342 Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem* [en ligne]. [Consulté le 17 février 2016]. Disponible à l'adresse :
http://www.policelocale.be/sites/5342/images/docs/Rapport_annuel_2012_FR.pdf
- DESSOUROUX, Christian, VAN CRIEKENGEN, Mathieu et DECROLY, Jean-Michel, 2009. Embellissement sous surveillance : une géographie des politiques de réaménagement des espaces publics au centre de Bruxelles. In : *Belgeo*. 2009. n° 2, pp. 167-184.
- DOUCET, Brigitte, 2013. Bruxelles : vers une mutualisation des images de vidéosurveillance. In : *Régional-IT.be* [en ligne]. 25 juin 2013 [Consulté le 23 février 2014]. Disponible à l'adresse :
<http://www.regional-it.be/2013/06/25/bruxelles-videosurveillance-centralisation/>
- DUMORTIER, Franck, 2009. État de l'art, volet juridique. In : LOBET-MARIS Claire, DUMORTIER Frank et VAN ESPEN Alexis, 2010. *Urban Eyes. Recherche en vue d'une politique raisonnée et appropriée en matière de surveillance urbaine*. Namur : FUNDP.
- DUPONT, Gilbert, 2012. Zone Midi : le dossier des caméras était trafiqué. In : *La Dernière Heure* [en ligne]. 22 mars 2012 [Consulté le 1er septembre 2014]. Disponible à l'adresse :
<http://www.dhnet.be/actu/faits/zone-midi-le-dossier-des-cameras-etait-trafrique-51b76261e4b0de6db97b10b9>
- EUROSTAT, 2012. *PIB régionaux par habitant en 2009 : sept régions-capitales aux dix premières places*. Eurostat Publications [en ligne]. 13 mars 2012. [Consulté le 1er septembre 2014]. Disponible à l'adresse :
<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5149970/1-13032012-AP-FR.PDF/6a5b8038-c94d-400d-b923-3d57424b9830>
- GALDON CLAVELL, Gemma, 2013. CCTV in Barcelona: The political economy of surveillance in the (wannabe) global city. In : BALL Kirstie and SNIDER Laureen (ed.), *The Surveillance-Industrial Complex: A political economy of surveillance*. Londres et New York : Routledge. pp. 191-207.
- GRAHAM, Stephen, 2010. *Cities Under Siege : The New Military Urbanism*. Londres : Verso.
- HIER, Sean, WALBY, Kevin et GREENBERG, Josh, 2006. Supplementing the Panoptic Paradigm : Surveillance, Moral Governance, and

- CCTV. In : LYON David, *Theorizing Surveillance: The Panopticon and Beyond*, Cullompton. Willan Publishing, pp. 228-242.
- IBSA, 2015. *Chiffres par thème*. Bruxelles. Institut Bruxellois de Statistiques et d'Analyse [en ligne]. [Consulté le 25 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.ibsa.irisnet.be/chiffres/chiffres-par-theme>
- INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME D'ÎLE-DE-FRANCE (IAU), 2008. *Vidéosurveillance et espaces publics : État des lieux des évaluations menées en France et à l'étranger*. Paris : IAU publications.
- JETTE, 2014. Les caméras de surveillance. In : *jette.irisnet.be* [en ligne]. 2014 [Consulté le 17 février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.jette.irisnet.be/fr/a-votre-service/securite-et-prevention/es-cameras-de-surveillance>
- LA CAPITALE, 2014. Bruxelles : deux fois plus de caméras dans le métro d'ici 2020. In : *LaCapitale.be* [en ligne]. 22 juin 2014 [Consulté le 19 juillet 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lacapitale.be/1037008/article/2014-06-21/bruxelles-deux-fois-plus-de-cameras-dans-le-metro-d-ici-2020>
- LA DERNIÈRE HEURE, 2002. Koekelberg sous haute surveillance. In : *La Dernière Heure* [en ligne]. 3 mai 2002 [Consulté le 17 février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.dhnet.be/archive/koekelberg-sous-haute-surveillance-51b85996e4b0de6db9a3a7cc>
- LAMQUIN, Véronique et VOOGT, Fabrice, 2003. Bruxelles généralise les caméras. In : *Le Soir* [en ligne]. 20 novembre 2003 [Consulté le 13 février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://archives.lesoir.be/bruxelles-generalise-les-cameras-securite-dix-sept-des-t-20031120-Z0NRV7.html>
- LE SOIR, 2014a. Les caméras s'ouvrent au partage d'images. In : *Le Soir* [en ligne]. 31 mars 2014 [Consulté le 1er septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lesoir.be/508582/article/actualite/regions/2014-03-31/cameras-s-ouvrent-au-partage-d-images>
- LE SOIR, 2014b. Deux zones de police sur trois veulent intégrer des policiers volontaires. In : *Le Soir* [en ligne]. 25 août 2014 [Consulté le 1er septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.lesoir.be/634744/article/actualite/belgique/2014-08-24/deux-zones-police-sur-trois-veulent-integrer-des-policiers-volontaires>
- LECLERCQ, Stéphane, 2009. Les caméras de vidéosurveillance : levier démagogique ou dispositif disciplinaire moderne ? De quelques considérations pratiques sur les conditions d'utilisation de la vidéosurveillance dans le secteur policier. In : DEVRESSE Marie-Sophie et PIERET Julien (dir.). *La vidéosurveillance. Entre usages politiques et pratiques policières*. Bruxelles : Politeia, pp. 137-176.
- MONITEUR BELGE, 2007. *Loi relative à l'installation et à l'utilisation de caméras de surveillance*. Moniteur Belge. 31 mars 2007.
- MONITEUR BELGE, 2013. *Arrêté royal relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la Paix*. Moniteur Belge. 7 novembre 2013.
- MORTELÉ, Jill et DEPRINS, Famke, 2012. *La vidéosurveillance dans l'espace public est-elle vraiment efficace ? Une analyse quantitative*. Bruxelles. SPF Intérieur.
- MOYART, Johanne, 2002. Koekelberg sous haute surveillance. In : *La Dernière Heure* [en ligne]. 3 mai 2002 [Consulté le 30 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.dhnet.be/archive/koekelberg-sous-haute-surveillance-51b85996e4b0de6db9a3a7cc>
- NEOCLEOUS, Mark, 2000. *The Fabrication of Social Order : A Critical Theory of Police Power*. Londres : Pluto Press.
- NEWMAN, Oscar, 1972. *Defensible Space : People and Design in the Violent City*. Londres : Architectural Press.
- NIMY, Yolande, 2014. 29 nouvelles caméras de surveillance. In : *7 Dimanche*. 12 octobre 2014.
- NORRIS, Clive, 2009. *A Review of the Increased Use of CCTV and Video-Surveillance for Crime Prevention Purposes in Europe*. Bruxelles. DG IPOL.

- NORRIS, Clive, MCCAILL, Mike et WOOD, David, 2004. The Growth of CCTV : a global perspective on the international diffusion of video surveillance in publicly accessible space. In : *Surveillance and Society: CCTV Special*, vol. 2, n° 2/3, pp. 110-135.
- PEDERSEN, Lasse, 2011. Closed Circuit Television (CCTV). In : whatis.techtarget.com [en ligne]. mars 2011 [Consulté le 18 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://whatis.techtarget.com/definition/closed-circuit-television-CCTV>
- REA, Andrea, 2007. Les ambivalences de l'État social-sécuritaire. In : *Lien social et Politiques*, n° 57, 2007, pp. 15-34.
- ROMAINVILLE, Alice, 2005. Caméras de surveillance bruxelloises. In : *CartograFie, Bruxelles : City Mine(d) and Recyclart* [en ligne]. 2005 [Consulté le 27 août 2014]. Disponible à l'adresse : http://www.bruxelles.irisnet.be/cmsmedia/fr/atlas_des_quartiers_de_la_population_de_bruxelles_capitale_au_debut_du_21eme_siecle.pdf?uri=43742a960ad3b5eb010ad52842480029
- RUIZ CHASCO, Santiago, 2014. Videovigilancia en el centro de Madrid : ¿Hacia el panóptico electrónico? In : *Revista Teknokultura*, vol. 11, n° 2, pp. 301-327.
- SADANI, Radia, 2014. Certains gardiens de la paix bientôt promus policiers ? In : *RTBF.be* [en ligne]. 5 mars 2014 [Consulté le 14 juillet 2016]. Disponible à l'adresse : https://www.rtb.be/info/belgique/detail_certains-gardiens-de-la-paix-bientot-promus-policiers?id=8215378
- SIMONET, Marie-Dominique, 2013. *Circulaire n°4487 « Prévention à l'égard de la radicalisation des esprits pouvant mener à des actions violentes »*. Fédération Wallonie-Bruxelles. 11 juillet 2013.
- SUDIP, 2015. Rising Safety and Security Concerns Increase Demand for Video Surveillance and VSaaS Systems: Global Market to Value US\$48.32 Billion by 2020. In : *transparencymarketresearch.com* [en ligne]. 27 août 2015. [Consulté le 13 février 2016]. Disponible à l'adresse : <http://www.transparencymarketresearch.com/pressrelease/video-surveillance-vsaaS-market.htm>
- TV BRUSSEL, 2008. Brusselse politie houdt van bewakingscamera's. In : *TV Brussel* [en ligne]. 16 janvier 2008 [Consulté le 30 août 2014]. Disponible à l'adresse : <http://www.bruzz.be/nl/nieuws/brusselse-politie-houdt-van-bewakingscameras>
- VLAN, 2009. 235 caméras pour épier Bruxelles et Ixelles. In : *Vlan* [en ligne]. 14 septembre 2009 [Consulté le 21 février 2014]. Disponible à l'adresse : blogs.vlan.be/vlanbruxelles/235-cameras-pour-epier-bruxelles/
- Le présent article s'appuie sur notre mémoire de fin d'études intitulé *Towards the Panoptic City: the proliferation of video surveillance in Brussels and Copenhagen*, réalisé sous la direction de Mathieu Van Criecken (ULB) dans le cadre de l'Euromaster UNICA en études urbaines (4Cities), et dont la soutenance s'est déroulée en septembre 2014 à Bruxelles.

Soutien financier

Brussels Studies est publié avec le soutien de :

Innoviris, l'Institut Bruxellois pour la
Recherche et l'Innovation

Fondation Universitaire

Fonds international Wernaers pour la recherche
et la diffusion des connaissances

Fonds de la Recherche scientifique

Pour citer ce texte

DE KEERSMAECKER, Pauline et DEBAILLEUL, Corentin, 2016. Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles-Capitale, In : *Brussels Studies*, Numéro 104, 10 octobre 2016, www.brusselsstudies.be

Liens

D'autres versions de ce texte sont disponibles

ePub FR : <http://tinyurl.com/BRUS104FRE PUB>

ePub NL : <http://tinyurl.com/BRUS104NLE PUB>

ePub EN : <http://tinyurl.com/BRUS104ENE PUB>

pdf FR : <http://tinyurl.com/BRUS104FRPDF>

pdf NL : <http://tinyurl.com/BRUS104NLPDF>

pdf EN : <http://tinyurl.com/BRUS104ENPDF>

Les vidéos publiées dans *Brussels Studies* sont visibles sur la chaîne
Vimeo de *Brussels Studies* à l'adresse suivante :
<http://vimeo.com/channels/BruS>